

Association ARTCONNEXION

ARTICLE 1er

Il est fondé entre les adhérent·e·s, selon les présents statuts, une association nommée ARTCONNEXION, laquelle est régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

ARTICLE 2 - But

Cette association a pour but :

- de mettre en place des actions artistiques par le biais d'un réseau national et international, institutionnel ou non
- d'accompagner des artistes contemporains et de les faire bénéficier de ce réseau
- et d'une façon générale, de favoriser le développement de l'art contemporain, notamment en lien avec la société civile, par tous moyens approuvés par l'Assemblée Générale.

ARTICLE 3 - Siege Social

Le siège social est fixé au 9 rue du Cirque à Lille.

Il pourra être transféré par simple décision du Conseil d'Administration. Le transfert sera à ratifier par la première Assemblée Générale tenue après le transfert.

ARTICLE 4 - Membres - Admission

Est membre de l'association toute personne morale ou physique ayant versé la cotisation annuelle.

Le montant en euros de la cotisation annuelle est fixé par le Conseil d'Administration. A la discrétion du Conseil d'Administration, des cotisations de montants différenciés peuvent être fixées en fonction de la qualité des membres (actif, étudiant, sans emploi, etc.)

Le bureau de l'association peut, à sa discrétion, refuser des demandes d'adhésion.

Tout membre peut verser, au-delà de la cotisation annuelle, un don à l'association.

Les personnes morales ou physiques qui ne sont pas membres de l'association peuvent également verser des dons à l'association.

ARTICLE 5 - Radiations

La qualité de membre se perd par :

- la démission

- le décès
- le non-paiement de la cotisation
- la radiation prononcée par le conseil d'administration pour motif grave, l'intéressé ayant été invité par lettre recommandée à se présenter devant le bureau pour fournir des explications.

ARTICLE 6 - Ressources

Les ressources de l'association comprennent :

- 1) le montant des droits d'entrée et des cotisations
- 2) les subventions de l'Etat, de fonds européens, des Collectivités publiques et de tout autre organisme public.
- 3) les dons manuels
- 4) les subventions des autres collectivités ou associations, fondations
- 5) les prestations éventuelles
- 6) les sommes provenant du mécénat

ARTICLE 7 - Conseil d'administration

L'association est dirigée collectivement par un Conseil d'Administration. Ce Conseil est constitué de 4 membres au minimum, élus pour 2 années par l'Assemblée Générale. Les membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres, un bureau composé de

- 1) Une présidente ou un président
- 2) Une trésorière ou un trésorier
- 3) Une ou un secrétaire

ou

- 1) Une présidente ou un président
- 2) Une trésorière ou un trésorier

Sur décision du Conseil d'Administration, le bureau peut être complété par des vice-président.es avec des responsabilités spécifiques.

En cas de vacance (moins de 4 membres au Conseil d'Administration), le Conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par l'Assemblée Générale la plus rapprochée. Les mandats des membres ainsi élus prennent fin au moment où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

ARTICLE 8 - Les Dépenses

Les dépenses sont ordonnancées par la présidente - le président ou la trésorière - le trésorier.

ARTICLE 9 – Délégation de pouvoirs

Les pouvoirs du Conseil d'Administration peuvent être délégués, notamment à la directrice ou au directeur salarié·e de l'association. Toute délégation de pouvoir sera approuvée par le Conseil d'Administration, représenté par la présidente - le président et la trésorière - le trésorier, et elle sera formalisée dans le règlement intérieur éventuel ou dans un document spécifique de délégation de pouvoir.

ARTICLE 10 - Réunion du conseil d'administration

Le Conseil d'administration se réunit une fois au moins tous les six mois, sur convocation de la présidente ou du président, ou sur la demande du quart de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix de la présidente ou du président est prépondérante.

Tout membre du Conseil qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire.

Nul·le ne peut faire partie du Conseil s'il ou elle n'est pas majeur·e.

ARTICLE 11 – Remboursement des frais

Les fonctions des membres du Conseil d'administration et de membres du bureau ne sont pas rémunérées. Cependant il peut être envisagé le remboursement des frais de déplacement, de réunion et de représentation effectués par les membres du Bureau ou du Conseil d'Administration dans l'exercice de leur activité au service de l'association.

ARTICLE 12 - Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire comprend tous les membres à jour de leurs cotisations. Elle se réunit une fois par an.

La date de l'Assemblée Générale et l'ordre du jour sont décidés par le Conseil d'Administration. Il aura lieu au plus tard six mois après la clôture des comptes de l'année précédente.

Quinze jours au moins avant la date fixée pour la tenue de l'Assemblée Générale, les membres de l'association sont convoqués. Les convocations peuvent être faites par lettre simple ou e-mail. L'ordre du jour est indiqué sur les convocations.

La présidente ou le président, assisté·e de la directrice ou du directeur de l'association et des membres du Conseil d'Administration, préside l'Assemblée et expose la situation morale de l'association.

La trésorière ou le trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'Assemblée.

Après épuisement des autres points à l'ordre du jour, il est procédé au remplacement des membres sortants du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale se prononce sur les modifications de statuts.

ARTICLE 13 - Assemblée Générale Extraordinaire

Si besoin est, sur décision du Conseil d'Administration la présidente ou le président peut convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire, suivant les formalités prévues par l'article 12. Une Assemblée Générale Extraordinaire est également à convoquer par la présidente ou le président sur la demande de la moitié plus un.e des membres de l'association à jour de leurs cotisations.

ARTICLE 14 - Règlement intérieur

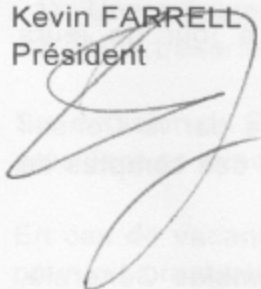
Un règlement intérieur peut être établi par le conseil d'administration qui le fait alors approuver par l'Assemblée Générale.

Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

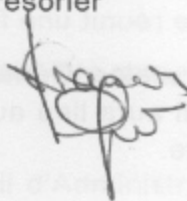
ARTICLE 15 - Dissolution

En cas de dissolution prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'Assemblée Générale, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celle-ci et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

Kevin FARRELL
Président



Francis LOGIE
Trésorier



Fait à Lille, le 11 septembre 1994

Modifié le 26 avril 2022

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Banque	Guichet	N° compte	Clé	Devise
10278	02715	00042238340	40	EUR

Domiciliation
CCCM LILLE LIBERTE

Identifiant international de compte bancaire

IBAN (International Bank Account Number)
FR76 1027 8027 1500 0422 3834 040

BIC (Bank Identifier Code)
CMCIFR2A

Domiciliation
CCCM LILLE LIBERTE
LILLE GRAND PLACE
9 B RUE ESQUERMOISE
59800 LILLE

Titulaire du compte (Account Owner)
ART CONNEXION
9 RUE DU CIRQUE
59800 LILLE

☎ 0 820 09 41 70 (Service 0,12 €/min + prix appel)

Remettez ce relevé à tout autre organisme ayant besoin de connaître vos références bancaires pour la domiciliation de vos virements ou de prélèvements à votre compte. Vous éviterez ainsi des erreurs ou des retards d'exécution.

PARTIE RESERVEE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ

Direction de la Culture
Direction des Champs Libres

Suivi par : Yves-Marie Guivarch
Tél : (+33) 02 23 40 66 38
Mail : ym.guivarch@leschampslibres.fr

Référence : LCL/YMG/136

Objet : Lettre de soutien à la candidature de
Thomas Tudoux

Le 24 avril 2025

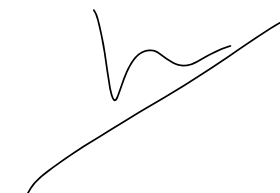
Madame, Monsieur,

Les Champs Libres sont un établissement public de culture et de savoirs constitué d'un musée, d'une bibliothèque, d'un centre de sciences, d'espaces d'expositions et de rencontres. Il développe en particulier un projet artistique reposant sur deux piliers : la photographie d'une part, et les projets à la confluence des arts et des sciences d'autre part, afin de porter un regard sensible sur les problématiques du monde contemporain.

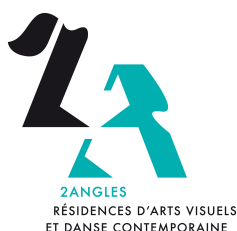
A la croisée de l'art et des sciences sociales, le projet "Tangente" de Thomas Tudoux interroge plusieurs questions majeures de notre époque : la place du travail, le rapport au temps, l'invention de nouveaux modèles de solidarités. Elle le fait sur un mode ludique et immersif, faisant une place centrale au récit, susceptible de s'adresser à un large public. En cela, elle intéresse particulièrement Les Champs Libres, qui envisagent de diffuser cette création au cours de l'année 2027. Cette présentation nécessitera un travail d'adaptation et de production, que Les Champs Libres pourront prendre en charge jusqu'à hauteur de 6 000 €.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Yves-Marie GUIVARCH



Chargé de programmation



2angles
Centre de création contemporaine
8 Rue du Pré Neuf
61100 Saint Georges des Groseillers / Flers
www.2angles.org

Flers, le 4 février 2025

Attestation : Sélection de l'artiste Thomas Tudoux pour le programme de résidence et de diffusion artistique du programme 2025, 2026.

Monsieur,

par le présent courrier l'association 2angles s'engage à recevoir en résidence de recherche et de création l'artiste plasticien Thomas Tudoux sur le programme d'accueil 2025/26.

Cette résidence de recherche et de création fera l'objet d'un contrat d'adhésion signé par l'artiste auteur et l'association 2angles..

Le montant de la bourse de résidence s'élèvera à 6 000 euros. (2 500 honoraire et 3 500 aide à la production). L'association organisera en accord avec l'artiste auteur sa venue sur un minimum de 40 jours, et accompagnera le projet artistique sur le territoire en harmonie avec son projet artistique.

L'association 2angles prend à sa charge l'hébergement et la mise à disposition des espaces de production lors des ses venues en résidence.

Une diffusion via l'organisation d'une exposition sera organisée sur le premier semestre 2026, cette diffusion sera rémunérée en droits de présentation à hauteur de 1000 €.

En vous souhaitant bonne réception.

Jérôme Letinturier, directeur

2angles
8 rue du Pré-neuf, 61100
St-Georges-des-Groseillers
Flers | Normandie | FR
www.2angles.org



Cesson-Sévigné, le jeudi 24 avril 2025

Les Agités - Ateliers Mutualisés
8 bis rue des Landelles
35510 Cesson-Sévigné

Objet : Accueil du projet Tangente

Madame, Monsieur,

Par le présent courrier L'association **Les Agités - Ateliers Mutualisés** atteste fournir un atelier à l'équipe du projet Tangente pendant son développement.

L'équipe bénéficiera d'un atelier partagé mais aussi d'un accès au hangar, à l'espace commun, cuisine et sanitaires mais également aux fluides et à l'internet.

Accueil de 24 mois pour un loyer de 170 euros soit un apport total de 4 080 euros.

Bien cordialement.

Estelle Elleouète, Présidente



THOMAS TUDOUX
48 rue de Paris
35000 RENNES

Le Préfet

Affaire suivie par :
Benoît EMONET
Poste : 02 99 29 67 79
benoit.emonet@culture.gouv.fr

Rennes, le

28 JUIN 2022

Objet : Subvention

P.J. : 1 arrêté attributif de subvention

Monsieur,

Vous trouverez en pièce jointe la copie de l'arrêté attributif de la subvention qui vous est allouée par le Ministère de la Culture pour l'opération ci-dessous :

Aide à la création dans le cadre de la commission régionale d'attribution des aides à la création arts plastiques de l'année 2022

Conformément à l'article 4 de cet arrêté, je vous remercie de bien vouloir m'adresser les pièces demandées dans le délai prescrit en vous rappelant la nécessité de signaler la participation du Ministère de la Culture – DRAC Bretagne dans tous les documents de communication externe que votre service sera amené à élaborer à ce titre.

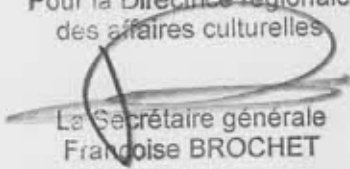
Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice régionale des affaires culturelles

Isabelle CHARDONNIER

Pour la Directrice régionale
des affaires culturelles


La Secrétaire générale
Françoise BROCHET

ARRÊTÉ

portant attribution d'une subvention au titre des crédits déconcentrés

du Ministère de la culture

Le préfet de la région Bretagne

préfet d'Ille-et-Vilaine

Vu la décision 2012/21/CE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements, Régions (Article 79) ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 pour 2022 ;

Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de L'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2021-1939 du 30 décembre 2021 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances pour 2022 ;

Vu l'arrêté interministériel du 21 décembre 1982 portant règlement de comptabilité du Ministère de la Culture pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu les arrêtés préfectoraux n°2020/DRAC/DSG et n°2020/DRAC/RBOP/RUO/SERVICE PRESCRIPTEUR du 16 novembre 2020 portant délégation de signature à Mme Isabelle CHARDONNIER exerçant les fonctions de Directrice régionale des affaires culturelles de Bretagne ;

Vu l'engagement juridique émis n° 003702700 sur le programme 131

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Une subvention de 5 000 € (cinq mille euros) est accordée au bénéficiaire désigné ci-après pour l'opération suivante :

BENEFICIAIRE	THOMAS TUDOUX
N° SIRET ou IDEP	517 660 411 00037
IT CHORUS N°	1001667669
ADRESSE	48 rue de Paris 35000 RENNES
INTITULE DU PROJET	Aide à la création dans le cadre de la commission régionale d'attribution des aides à la création arts plastiques de l'année 2022

ARTICLE 2 : le versement de la subvention sera effectué sur le compte de : **THOMAS TUDOUX**

Nom de la banque :	CAISSE D'EPARGNE BRETAGNE - PAYS DE LOIRE		
Domiciliation :	CE BRETAGNE - PAYS DE LOIRE		
Code banque :	14445	Code guichet :	20200
Numéro compte :	04158079192	Clé :	24

ARTICLE 3 : la dépense sera imputée sur le programme suivant des crédits du Ministère de la Culture :

Exercice 2022		
Mission interministérielle :	CB	Culture
Ministère :	02	Culture
Programme :	131	Création
Article de regroupement :	02	Autres dépenses
Centre financier :	0131-DR35-D635	
Organisation d'achat :	C071	Bloc 3
Centre de coût :	CCDDR09035 - Arts plastiques	
Action :	02 - Soutien à la création, à la production et à la diffusion des arts visuels	
Sous action :	06 - Aides à la création et la diffusion en matière d'arts visuels	
Domaine fonctionnel :	131-02-06	
Code activité	013100050202 - Aides individuelles à la création	
Catégorie de produit :	08.03.01 - Transferts directs aux entreprises privées	
Localisation interministérielle :	N93 35	
Axe ministériel 1 :	02-Fonctionnement	Fonctionnement Titres 3 et 6
Axe ministériel 2 :	22131R3500195	ARPEGE
Type de flux	2	LG sans condition de réalisation - service fait automatique

Un titre de perception pourra être émis à l'encontre du bénéficiaire, pour reversement des subventions perçues, au prorata des actions effectivement réalisées.

Le bénéficiaire s'engage, en contrepartie de la subvention, à pratiquer des prix conformes à sa mission de service public.

ARTICLE 4 : le bénéficiaire de la subvention est tenu de fournir à la Directrice régionale des affaires culturelles, dans les six mois de la fin de l'exercice, un compte rendu financier de l'action financée, le dernier rapport annuel d'activités et les derniers comptes approuvés.

ARTICLE 5 : le comptable assignataire est le Directeur régional des finances publiques de la région Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine.

ARTICLE 6 : la Directrice régionale des affaires culturelles est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rennes, le

23 JUIN 2022

Pour le Préfet de la région Bretagne, Préfet d'Ille-et-Vilaine
et par délégation,
la Directrice régionale des affaires culturelles

Pour la Directrice régionale
des affaires culturelles

La Secrétaire générale
Françoise BROCHET

paixat n° 109407020
du 27/06/2022



**MANUFACTURE
COOPÉRATIVE**



La Manufacture Coopérative
19 rue de Lozère
91400 Orsay

Paris, le vendredi 18 avril 2025

Objet : Tangente / justificatif de financement

Madame, Monsieur,

Par le présent courrier La Manufacture Coopérative atteste de la réalisation de la provocation expérimentale Tangente (ex Temps Suspendu) dans le cadre de la *recherche-action-création émancipation des travailleur-eurs autonomes* portée par Samuel Michalon, Céline Pochon et Thomas Tudoux avec un panel de quatres CAE à travers la France : Astrolabe, Cabestan, Coodyssé et Elycoop.

Cette expérimentation spécifique a été co-financée à hauteur de 38 800 euros par les quatre CAE principalement pour les rémunérations des pauses. Et à hauteur de 8 500 euros et 5 000 euros respectivement par l'ANACT (dans le cadre d'un FACT) et la DRAC Bretagne pour l'organisation, la coordination et le suivi de cette expérimentation artistique-co-scientifique.

En vous souhaitant bonne réception.

Stéphane Veyer, directeur

LA MANUFACTURE COOPERATIVE
19 RUE DE LOZERE

91400 ORSAY

Lyon, le mercredi 8 décembre 2021

Objet : Notification Convention FACT N° 2021FACT544

Affaire suivie par la Mission FACT

Tél. : 04 72 56 14 73

Mail : infofact@anact.fr

Monsieur,

Nous accusons réception de la convention signée. Vous voudrez bien noter que la **date de démarrage de votre projet court à partir de la présente notification, soit le 08/12/2021**

Pour rappel, toute prestation démarrée avant cette date ne pourra donner lieu à une prise en charge par le Fact.

Nous vous prions de croire, Monsieur, à l'expression de nos salutations les meilleures.

P. CONJARD
Responsable de la Mission FACT



Convention notifiée le 08/12/2021

Département de rattachement : Délégation au Pilotage des Partenariats et Projets Réseau

Convention N° 2021FACT544

Entre :

- L'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (Anact), établissement public national à caractère administratif, sise,
192, avenue Thiers
CS 800 31
69457 LYON Cedex 06
Tél. : 04 72 56 13 13
Fax : 04 78 37 96 90
Site Internet : www.anact.fr
e-mail : infofact@anact.fr

Représentée par son Directeur Général, M. Richard ABADIE et désignée sous le terme « l'agence »

Et

- La Société LA MANUFACTURE COOPERATIVE, sise,
19 RUE DE LOZERE
91400 ORSAY

Siret : 81442746400015

Code APE : 8299Z - Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

Représentée par son Directeur, M. Stéphane VEYER et désigné(e) sous le terme « le porteur de projet ».

192, avenue Thiers - CS 800 31
69457 LYON CEDEX 06
Tél. : 04 72 56 13 13
Fax : 04 78 37 96 90

Site Internet : www.anact.fr
e-mail : anact@anact.fr

Établissement public, créé par la loi du 27 décembre 1973,
placé sous la tutelle du ministre chargé du travail

GN

PREAMBULE :

- Considérant que le dispositif Fact est désormais prévu par les dispositions du décret n° 2015-968 du 31 juillet 2015 relatif aux missions et au fonctionnement de l'Anact et que sa gestion en a été confiée à l'agence,
- Considérant l'arrêté du 22 octobre 2015 fixant les modalités d'attribution des subventions du fonds pour l'amélioration des conditions de travail,
- Considérant le projet initié et présenté par le porteur de projet,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'exécution et de financement du projet résumé en annexe technique, sélectionné hors de l'appel à projet au titre du Fonds pour l'amélioration des conditions de travail (Fact).

Le projet subventionné, conforme au dossier de candidature déposé par le porteur de projet est composé :

- du descriptif du projet et de la démarche suivie
- du calendrier prévisionnel d'exécution
- du budget prévisionnel du projet précisant les éventuels co-financements

Article 2 - Durée

La présente convention prendra effet à la date de notification (qui vous sera signifiée par courrier, par nos services, à réception du présent document signé par vos soins) pour une durée de 24 mois.

Article 3 – conditions de détermination de la contribution financière

Conformément à l'article 3 de l'arrêté fixant les modalités d'attributions du Fact, la subvention est calculée sur la base des coûts éligibles retenus.

SU

Article 4 - Montant de la convention

La présente convention donnera lieu au versement d'une subvention d'un montant de 75 998 € (Soixante-quinze mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit Euros), correspondant à 76,01 % du budget prévisionnel du projet.

Ce financement s'inscrit dans le plafond de 200 000 € retenu pour le montant d'aide de minimis prévu par le règlement UE n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013.

Il correspond aux différentes dépenses (prestations, charges de personnel, ...) inhérentes à la réalisation du projet.

Si toutefois, le projet était réalisé en-deçà du budget prévisionnel, le versement serait réalisé de la manière suivante : budget réalisé x % octroyé initialement.

Si toutefois, le projet était réalisé au-delà du budget prévisionnel, le versement serait réalisé de la manière suivante : montant initialement octroyé.

Le montant de la subvention versée par l'agence ne couvrant pas l'intégralité des dépenses liées à la réalisation du projet, le porteur de projet s'engage à mobiliser le complément de financement, soit sur ses ressources propres, soit par l'apport d'un ou plusieurs co-financements.

Dans tous les cas, il s'engage à ce que l'ensemble des financements publics perçus sur un même projet ne dépasse pas 80% du montant total du projet.

GV

Article 5 - Modalités de versement

Le versement de la subvention prévue à l'article 4, s'effectuera selon les modalités suivantes :

1. Un premier versement égal à 30 % du montant fixé, soit un montant de 22 799,40 €, versé à la notification de la présente convention.
2. Un deuxième versement égal à 30 % du montant fixé, soit un montant de 22 799,40 €, versé sur production des pièces justificatives suivantes :
 - Bilan intermédiaire de l'exécution du projet
 - Comptes rendus des comités de pilotage
 - Attestations de présence des salariés aux réunions organisées pour la conduite du projet,
3. Le solde de la subvention, égal à 40 % du montant fixé, soit un montant de 30 399,20 €, versé à la remise au plus tard 2 mois suivant le terme de la présente convention des pièces justificatives suivantes :
 - Bilan qualitatif de l'action réalisée
 - Autres livrables produits dans le cadre du projet
 - Bilan financier certifié (par expert-comptable ou Commissaire aux Comptes)
 - Comptes rendus des comités de pilotage
 - Attestations de présence des salariés aux réunions organisées pour la conduite du projet (y compris les temps d'information, de consultation, de concertation avec les instances représentatives du personnel)
 - Tableau relatif aux indicateurs d'impacts.

Les pièces justificatives du versement du solde doivent être remises en une seule fois. Elles doivent être conformes aux modèles et formats du dossier « bilan action collective sectorielle territoriale ou nationale » disponibles et téléchargeables sur le site <http://www.anact.fr> (rubrique « services & outils – Fonds Fact ») de l'Anact.

Si les pièces justificatives exigibles ne sont pas complètes et régulières, l'agence considère que la prestation n'est pas réalisée ou n'est que partiellement réalisée. Le cas échéant, elle peut demander le remboursement de la part de la subvention non utilisée ou ajuster le solde au prorata du travail réalisé sur la base de tout document ad hoc.

Tout justificatif produit dans le cadre de la présente convention devra concerner une prestation réalisée durant la période de conventionnement. A défaut, il ne pourra donner lieu à paiement.

Les versements de la subvention s'effectueront par virements bancaires au compte ouvert au nom du porteur de projet selon les coordonnées ci-dessous :

IBAN : FR76 1027 8060 0900 0205 0920 125
BIC : CMCIFR2A

Compte ouvert auprès de : **CREDIT MUTUEL**
Titulaire du compte : LA MANUFACTURE COOPERATIVE

SW

Article 6 - Renseignements administratifs et comptables

Les dépenses générées par la présente convention seront imputées sur les crédits ouverts sur le compte 657322.

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur Général de l'Anact.

Le comptable chargé du paiement des dépenses prévues par la présente convention est l'Agent Comptable de l'ANACT.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, les personnes inscrites dans le fichier des créanciers de l'Etat peuvent obtenir et faire rectifier toute information les concernant auprès du service comptable de l'agence.

Article 7 - Comité de suivi

En tant que de besoin, un comité de suivi de l'action est mis en place en vue de valider la démarche initiale et de suivre la réalisation du projet, objet de la présente convention. Il est composé du représentant du porteur de projet, de représentants du réseau Anact-Aract, de membres du CHSCT, ou de délégués du personnel, un représentant du consultant le cas échéant.

Article 8 - Confidentialité - Conditions de diffusion

Le porteur de projet et l'agence s'engagent à coopérer pour la valorisation du projet tout en respectant les règles de confidentialité liées au contenu du projet.

Article 9- Contrôle de la prestation

Le porteur de projet s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'Agence de la réalisation des actions, notamment sur le fond, par tout moyen d'enquête interne et externe : contacts avec les salariés et leurs représentants, contacts avec le consultant, consultation des documents administratifs et comptables, entre autres.

Article 10 - Evaluation

L'Anact, dans le cadre des missions qui lui sont confiées en application du décret n° 2015-968 du 31 juillet et notamment les 1° et 2° du II de l'article R. 4642-1 conduit un programme d'évaluation des actions financées par le Fact.

Le porteur de projet s'engage à fournir à l'agence les informations nécessaires à l'évaluation de l'impact des actions conduites dans le cadre de ce projet et à faciliter les contacts avec les parties intéressées au projet (direction, IRP, RP, salariés). Dans le cadre de cette évaluation, un point d'étape est prévu, à 6 mois de la fin des travaux, associant les différentes parties concernées.

SV

Article 11 – Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

Toute demande de modification de la présente convention sera réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. En cas de demande de prolongation de la durée de la convention, celle-ci doit parvenir à l'agence, au plus tard deux mois avant l'expiration de la convention. La convention peut être prolongée dans la limite maximale de 12 mois.

Article 12 - Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de 1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Dans ce cas, le porteur de projet ne pourra prétendre à aucune indemnité.

En cas de réalisation partielle, l'agence demandera le remboursement total ou partiel de la part de la subvention non utilisée à la date de la résiliation ou ajustera le solde au prorata du travail réalisé, sur la base de documents, listés à l'article 5 et correspondant au travail réalisé.

Article 13 - Litiges

En cas de litige, et si aucun accord amiable ne peut être obtenu entre les deux parties, le Tribunal administratif de Lyon sera compétent.

SV

Article 14 - Publicité

Toute communication externe (médias, institutionnels et réseaux régionaux ou nationaux) sur les productions ou livrables, réalisée dans le cadre de ce projet, ne pourra être faite qu'à l'issue du projet, et après validation par la Mission Fact.

Le porteur de projet s'engage à indiquer la participation financière du Fact à son projet afin de permettre la transparence de l'action.

Cette publicité sera assurée par :

- L'insertion du logo sur l'ensemble des documents nécessaires au règlement de la convention (comptes rendus d'activité, brochures, plaquettes, affiches, attestations ou tout autre document à destination du bénéficiaire ultime).
- L'information des institutions représentatives du personnel, concernées par le projet, sur la nature du concours du Fact.
- L'information des salariés participant au projet d'amélioration des conditions de travail.

À
Le

Orsay
1^{er} décembre 2021



Pour la Société LA MANUFACTURE
COOPERATIVE,
Le Directeur
Stéphane VEYER

À Lyon,
Le

06/12/2021

Pour l'Anact,
Le Directeur Général
Richard ABADIE

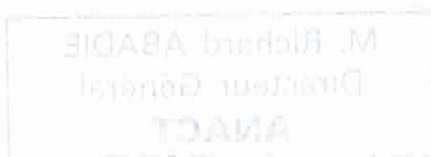
M. Richard ABADIE
Directeur Général
ANACT

- ANNEXE TECHNIQUE -

Les objectifs et la démarche du projet sont précisés dans le dossier de demande de subvention déposé par LA MANUFACTURE COOPERATIVE le 09/10/2021.

Résumé du projet :

Cet accompagnement vise à co-construire avec un panel de cinq coopératives un ensemble d'outils techniques et sensibles prévenant la désinsertion des seniors dans les CAE. Notre point de départ est de penser la place des seniors par une réflexion sur le temps long à travers une approche intégrative de l'ensemble des dimensions de la vie. Par l'étude des ruptures (choisies ou subies) dans les parcours des travailleur·euses autonomes, nous voulons consolider l'équilibre entre vie personnelle et professionnelle, prévenir les situations dégradées et anticiper les ruptures subies. Par la compilation de données quantitatives, la capitalisation d'expériences et la co-crédation de traces sensibles, un ensemble d'outils sera développé en vue d'une diffusion à l'ensemble des CAE. Ces derniers apporteront des solutions concrètes et permettront de repositionner le dialogue social coopératif sur ces sujets. L'objectif visé de soutenabilité du travail sur l'ensemble de la carrière contribuera à la diminution de la désinsertion professionnelle des seniors.



9/



Attestation d'artconnexion

Je soussignée Aude Fernex, Présidente d'artconnexion :

- déclare avoir pris connaissance de l'article 441-6 alinéa 2 du Code Pénal qui stipule que “ Le fait de fournir une déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, un paiement ou un avantage indu est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 Euros d'amende ”, et certifie l'exactitude de l'ensemble des renseignements fournis dans ce dossier.
- certifie que la structure ci-après dénommée artconnexion est en règle vis à vis de ses obligations fiscales et sociales,
- s'engage à respecter la réglementation du droit du travail et les conventions collectives applicables aux secteurs d'activités concernés.
- certifie exactes et sincères les informations mentionnées dans le présent dossier.

Fait à Lille, le 25 avril 2025

P/O

A handwritten signature in black ink, appearing to read "A. Fernex", written over a horizontal line.